

Dans un article publié sur son site internet, l'ONG américaine exige la libération des fonctionnaires kidnappés dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

Les exactions des sécessionnistes dans la zone anglophone préoccupent. Leurs agissements qui terrorisent les populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ne sont plus condamnés par la seule communauté nationale. Et pour cette fois, c'est l'ONG américaine Human Right Watch qui monte au créneau pour dénoncer les violences commises par cette bande armée.

En effet, dans un article publié sur son site internet, Human Right Watch désapprouve les enlèvements perpétrés dans les localités du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'ONG s'était préoccupé particulièrement des cas de kidnapping des fonctionnaires. Notamment des enseignants enlevés par le groupe sécessionniste.

Ce fut le cas de Georgiana Enanga Sanga, proviseur au lycée de Bolifamba situé à Mile 16 à Buea. Portée disparue le 25 mai dernier, l'enseignante ne recouvrera sa liberté que quelques jours plus tard.

Sur les circonstances de cet enlèvement, l'ONG avait expliqué que l'enseignante avait été enlevée en matinée, à une cinquantaine de mètres de l'enceinte de son lycée. Les agresseurs ont pris le contrôle du véhicule taxi qui la conduisait par la force, et se sont enfuis avec elle.

Le même jour, un autre proviseur, Eric Ngomba de la Cameroon Baptist School de Yoke-Muyuka, avait été enlevé vers 19h30 à son domicile situé dans l'enceinte de l'établissement. Il sera libéré le 29 mai, avec des blessures causées par des machettes.

Des agissements qui exacerbent visiblement Philippe Bolopion, le directeur adjoint du plaidoyer mondial à Human Rights Watch qui exige la libération de tous les fonctionnaires camerounais pris en otage par les sécessionnistes.

Selon ce responsable, les agressions visant les élèves, les enseignants et les écoles « causent un tort durable aux enfants et ternissent la réputation de ceux qui les commettent », et à Philippe Bolopion de conclure que « les attaques contre des élèves, des enseignants et des écoles n'ont leur place dans aucun conflit ou combat politique. Les séparatistes doivent immédiatement cesser ce genre d'attaques afin que les enfants puissent étudier en paix. ».

Les hommes en tenue ne sont pas en reste. L'inspecteur de police Diguengue Patrice (image), en service au commissariat de sécurité publique de Fundong dans le Nord-Ouest, a été

enlevé le mardi 5 juin 2018 par un groupe armé se réclamant de l'Amazonie.

Dans une courte vidéo publiée par ses ravisseurs sur les réseaux sociaux, l'infortuné déclare "je suis bien. On ne m'a pas tapé. On m'a donné à manger. On m'a donné à boire. Ce que le gouvernement fait n'est pas bien. (...) Je demande au gouvernement de faire quelque chose pour qu'on soit uni".